

L'Ain et la Haute-Savoie avancent seuls, sans Genève

Les Conseils généraux de l'Ain et de la Haute-Savoie ont choisi de se passer de la Suisse pour le financement d'une partie des aménagements des transports en commun transfrontaliers.



Dans l'Ain

Le Conseil général de l'Ain a décidé de financer complètement les travaux prévus dès 2017 pour l'aménagement du tram transfrontalier CERN - Saint-Genis-Pouilly. Ces travaux concernent le tronçon Porte de France à la douane de Meyrin. Pour mémoire, la Confédération helvétique avait rendu, en février 2014, les conclusions de son expertise sur les divers financements liés à la mobilité qu'elle comptait accorder pour les projets d'agglomération du Grand Genève. Il en résultait que le projet de financement du tram de Saint-Genis-Pouilly, initialement prévu pour après 2018 (peut être...), n'avait pas été retenu comme prioritaire au motif que le «ratio entre le coût et l'utilité de cette infrastructure était insuffisant». Ce projet demandait alors une optimisation. S'il est vrai que le tram traverse une zone très peu peuplée juste après la frontière, la position de la Confédération avait été malgré tout contestée par les autorités françaises. Le Conseil général a donc voté le 19 janvier dernier le financement des travaux à hauteur de 24 millions d'euros répartis sur trois ans avec une participation de 4 millions de l'Etat français. Les travaux vont donc s'étendre de 2017 à 2019.

Avec environ 20 000 véhicules franchissant chaque jour la douane de Meyrin, engendrant des problèmes de congestion du réseau routier, il devenait urgent de dépasser les tensions

politico-transfrontalières et réagir face à l'accroissement de la demande de mobilité.

La création d'un parking-relais (P+R) d'environ 400 places et d'une zone de desserte destinée à accueillir les lignes de bus en rabattement sur le tramway devront également permettre de favoriser l'intermodalité voiture + tram et bus + tram.

En Haute-Savoie

De son côté, le Conseil général de Haute Savoie a également décidé le financement intégral des cinq parking relais dont les Genevois avaient refusé le cofinancement en mai 2014.

Sur le périmètre de l'Agglo d'Annemasse, le P+R Jean Monnet sera disponible fin 2016. Au budget 2015, un crédit de 1,17 millions d'euros est inscrit, qui intègre notamment la compensation de la contribution spécifique genevoise (CSG) initialement prévue. Le P+R Chasseurs sera achevé à la mi-2017. Un budget de 1,4 millions d'euros a été alloué pour 2015.

Sur le périmètre de la Communauté de Communes du Genevois, le P+R du Pôle d'échange de la gare de Saint-Julien est programmée pour 2021. 76 000 euros ont été inscrits au budget 2015. Le P+R de Valleiry, prévu initialement en 2014, est repoussé entre 2015 et 2019. Au budget 2015, le Conseil général de la Haute-Savoie a alloué 130 000 euros.

Enfin, en ce qui concerne le P+R de Veigy, le montant de la CSG initialement défini était de 579 000 euros. Deux tranches étaient prévues sur ce P+R mais au final une seule tranche sera réalisée, le montant est donc ramené à 276 000 euros.

Même si l'on peut interpréter ces décisions comme des manœuvres pré-électorales (les élections départementales étant au mois de mars), l'essentiel est que nos autorités politiques répondent aux demandes urgentes des usagers frontaliers. La coopération transfrontalière franco-genevoise en matière de mobilité étant au point mort, il n'y a plus qu'à espérer que les autres projets de mobilité transfrontaliers ne prennent également aucun retard !

